

AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES ET DES PENSIONS

Tout va bien pour le patronat... Merci Manu !

Distribuées sans condition ni contrôle par le régime macroniste, les aides publiques aux entreprises ont augmenté de 7% pour atteindre, en 2019, 150 milliards d'euros auxquelles il faut rajouter aujourd'hui les 210 milliards liés à la pandémie (le fameux « *quoiqu'il en coûte* ») Et le résultat ne s'est pas fait attendre. Les plans de licenciements se sont succédés tandis que les taux de marge ont explosé pour atteindre 36% et avec eux les dividendes records versés aux actionnaires : 57 milliards d'euros.

Si, depuis 2010, le SMIC avait augmenté au rythme des salaires des patrons du CAC 40, le salaire d'un smicard serait aujourd'hui de 2745 € par mois (+ 115%)

L'argent public coule à flot et remplit les poches des actionnaires. En 2021, plus de 300 milliards d'euros ont été siphonnés par les 500 plus grandes fortunes.

3% qu'ils disent... Tu parles !

Selon les chiffres officiels assénés par les médias, l'augmentation des prix ne dépasse pas 3%. Selon les vrais chiffres la réalité est quelque peu différente !

PRÉVOYANCE +10% MUTUELLE + 8%
CARBURANTS + 19,6% ÉNERGIE + 14,3%
LÉGUMES + 11,3% FRUITS + 4,2%

En 2020, le pouvoir d'achat des ménages était inférieur à son niveau de 2010. En 2021, 28% des ménages (contre 21% en 2020) ont dû emprunter pour payer leurs factures au cours des 6 derniers mois de l'année. Parmi eux, 32% ont emprunté jusqu'à 25% de leur revenu mensuel pour couvrir leurs dépenses essentielles incompressibles.

Que voulons-nous ?

Nous le savons tous : l'argent existe. Le problème c'est qu'il est capté par une toute petite minorité, une poignée de super riches qui ont mis en place le régime macroniste pour préserver leur domination. Ce n'est donc qu'une question de répartition. C'est-à-dire de réappropriation de ce qui, en vrai, nous appartient.

- Revalorisation immédiate du SMC à 2000€ brut
- Augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux avec indexation sur les prix
- Augmentation du point d'indice dans la fonction publique
- Création d'emplois par le passage aux 32 heures sans perte de salaire
- Investissement massif dans les services publics en commençant par rendre les lits et les postes à l'hôpital
- Une sécurité sociale fondée uniquement sur les cotisations sociales et gérée par les travailleurs eux-mêmes
- Abrogation de la « réforme » de l'assurance chômage
- Une vraie politique de maintien, de relocalisation et de développement industriel
- La retraite à 60 ans ou après 37,5 années de cotisations avec 75% du meilleur salaire.

Que faire ?

Ne nous laissons pas diviser. Unissons-nous et organisons-nous pour cesser le travail afin de nous faire entendre sur le long terme. La période est propice. Les enseignants nous en ont fourni un bel exemple : 75% de grévistes et le gouvernement tremble. Alors si tout le monde s'y met...

RENDEZ-VOUS A LILLE
JEUDI 27 JANVIER
14H30 PORTE DE PARIS

